



**SEIZIÈME RAPPORT ANNUEL  
AU 31 MARS 2010**

---

## MISSION

---

Créée en 1993 par le gouvernement du Québec, la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire qui relève de la Société afin d'en améliorer la compétitivité et la croissance économique. Le territoire desservi par la Société couvre essentiellement les régions Centre du Québec, Chaudière-Appalaches, Mauricie et Québec. Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2008, les activités de la Société visent essentiellement à disposer de ses placements.

Depuis le début de ses activités en 1994, la Société a investi dans 154 dossiers dans les secteurs des Sciences de la vie, des Technologies avancées appliquées et des Technologies de l'information pour un montant total de 182 M\$. Près de 75 % des investissements ont été réalisés lors de la phase d'amorçage et de démarrage des entreprises, soit à un stade d'intervention souvent très en amont de la plupart des autres investisseurs institutionnels et privés.

Au fil des ans, les investissements de la Société ont été accompagnés de financements de plus de 510 M\$ dont 364 M\$ provenaient strictement du secteur privé. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, deux dollars ont été investis par le secteur privé.

En matière d'emploi, les interventions de la Société depuis 16 ans ont contribué à la création de 3 824 emplois à forte valeur ajoutée dans des secteurs technologiques de pointe et ont créé un tissu industriel à fort potentiel. Ceci représente un soutien financier par la Société de moins de 50 K\$ par emploi créé.

Dans le cadre de sa mission, la Société a également posé des gestes concrets plus globaux afin de stimuler le développement de l'économie du savoir et participer activement à l'essor de nouvelles opportunités d'affaires. C'est dans ce contexte que le Programme de valorisation de la recherche a été mis en place en 1997, le plan de développement de la Cité de l'optique en 1999 et de celui du secteur de la biophotonique en 2002.

## FAITS SAILLANTS

Niveau d'autofinancement	<b>100 %</b>	100 %	100 %
Réunions du Conseil d'administration	<b>1</b>	2	3
Investissements autorisés	<b>3</b>	1	5
Nouveaux dossiers	<b>0</b>	0	3
Démarrages	<b>0</b>	0	2
Investissements réalisés	<b>3</b>	4	11
Montant total investi ( <i>incluant produits capitalisés</i> )	<b>1,4 M\$</b>	1,2 M\$	6,3 M\$
Dispositions ( <i>au coût</i> )	<b>9,4 M\$</b>	2,0 M\$	6,6 M\$
Bénéfice d'exploitation	<b>4,8 M\$</b>	(3,6 M\$)	(15,2 M\$)
Encaisse	<b>12,3 M\$</b>	8,6 M\$	7,0 M\$
Juste valeur du portefeuille	<b>24,5 M\$</b>	24,1 M\$	26,6 M\$
Juste valeur des BTAA	<b>5,0 M\$</b>	4,3 M\$	6,9 M\$
Actif	<b>42,0 M\$</b>	37,1 M\$	40,7 M\$
Rendement	<b>+ 20 %</b>	- 6 %	- 33 %
Placements en portefeuille	<b>28</b>	43	48
Emplois *	<b>2 670</b>	2 701	2 368

\*Statistiques fournies par les entreprises en portefeuille au 31 mars

## LETTRE DE TRANSMISSION AU MINISTRE RESPONSABLE DE LA SOCIÉTÉ

---

Monsieur Clément Gignac  
Ministre responsable de l'application  
de la Loi sur la Société Innovatech  
Québec et Chaudière-Appalaches  
Hôtel du Parlement  
Québec

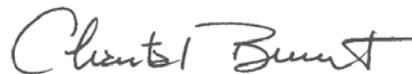
Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous soumettre le rapport annuel de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2010.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Dr. Fernand Labrie  
Président du Conseil



Chantal Brunet  
Présidente-directrice générale par intérim

## TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DES ACTIVITÉS .....	2
CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	6
PERSONNEL DE LA SOCIÉTÉ .....	7
ÉTATS FINANCIERS .....	8
LISTE DES PLACEMENTS .....	24

## RAPPORT DES ACTIVITÉS

---

La Société a connu une année financière 2010 remarquable compte tenu de la nature de ses placements et de ses activités qui visent essentiellement à disposer de son portefeuille d'investissements. Au 31 mars 2010, elle a obtenu un rendement de 20 % sur ses placements lui permettant de dégager un profit net de 4,8 M\$, et elle disposait d'une encaisse de 12,3 M\$.

### RÉSULTATS FINANCIERS

Au cours de l'exercice débutant le 1er avril 2009 et se terminant le 31 mars 2010, les produits de la Société ont crû de 50 % pour atteindre 3,9 M\$, contre 2,6 M\$ en 2009. Cette augmentation s'explique principalement par les gains matérialisés sur disposition de placements dans le secteur des Technologies avancées appliquées et par la plus-value enregistrée sur placements BTAA.

Les charges de fonctionnement de la Société ont été comparables à celles enregistrées en 2009, soit 0,7 M\$. Elles représentaient 1,7 % de l'actif moyen sous gestion.

La Société a réalisé un profit net de 4,8 M\$ en 2010, contre une perte de 3,6 M\$ en 2009, en raison des gains matérialisés sur disposition de placements et des variations des plus et moins values non matérialisées sur placements en portefeuille et sur les BTAA.

La trésorerie s'élevait à 12,3 M\$ au 31 mars 2010, soit une augmentation de 3,6 M\$ par rapport à l'exercice précédent. Ceci est attribuable principalement à la disposition de placements et au recouvrement de certains prêts en portefeuille, tout en considérant des activités d'investissement de 1,3 M\$.

Au 31 mars 2010, l'actif total de la Société a crû de 13 % par rapport à 2009, passant de 37,1 M\$ à 42,0 M\$. Au-delà des liquidités générées au cours de l'exercice, la Société a enregistré un renversement de provision pour perte sur les placements BTAA d'un montant de 0,9 M\$ et un accroissement de la valeur de ses placements de 0,4 M\$ par rapport à l'année précédente.

### RENDEMENT

La Société affiche un taux de rendement interne sur ses placements de +20,5 % pour l'exercice terminé au 31 mars 2010, contre -6,0 % pour celui de 2009. Ce rendement s'explique principalement par la performance de certaines entreprises cotées en bourse qui ont réussi à attirer l'attention sur le marché public, malgré les réalités économiques et financières difficiles d'entreprises de petite capitalisation boursière.

Dans l'ensemble du portefeuille, le secteur des Sciences de la vie a présenté la performance la plus faible au cours de l'année. Les entreprises de ce secteur ont enregistré un taux de rendement moyen de -9,2 % en 2010, contre -40,1 % en 2009. Cette augmentation est principalement attribuable à la hausse de valeur de quelques entreprises cotées en bourse.

Les entreprises du secteur des Technologies avancées appliquées ont été les plus performantes. Elles ont affiché un taux de rendement moyen de +29,5 % en 2010, contre -2,0 % en 2009. Cette augmentation de valeur est attribuable principalement à la performance d'une entreprise cotée en bourse.

Les entreprises du secteur des Technologies de l'information ont accru leur valeur moyenne en cours d'année. Le taux de rendement de ce secteur est passé de +17,7 % en 2009 à +24,4 % en 2010. Cette hausse s'explique principalement par la performance d'une entreprise cotée en bourse du portefeuille.

Tableau 1 : Taux de rendement interne du portefeuille de placements au 31 mars 2010.

	Entreprises privées	Entreprises cotées	
Sciences de la vie	- 32,1	+ 188,3	- 9,2
Technologies avancées appliquées	+ 12,9	+ 145,7	+ 29,5
Technologies de l'information	- 15,1	+ 60,4	+ 24,3
	<b>- 5,2</b>	<b>+ 84,5</b>	<b>+ 20,5</b>

## AUTORISATIONS

Au cours de l'exercice 2010, le conseil d'administration de la Société a autorisé des investissements de 1,3 M \$ dans trois entreprises en portefeuille, contre 0,5 M\$ dans une seule entreprise en 2009.

## INVESTISSEMENTS

La Société a réalisé des investissements de 1,3 M\$ en 2010, contre 1 M\$ en 2009. Au cours de l'exercice 2010, trois entreprises du portefeuille ont été supportées financièrement dont une dans le secteur des Sciences de la vie et deux en Technologies avancées appliquées. Aucun investissement n'a été réalisé au cours de l'exercice dans le secteur des Technologies de l'information.

Les investissements réalisés par la Société en 2010 ont été souscrits entièrement sous forme de titres convertibles et se sont inscrits dans le cadre d'investissements totaux de près de 13,8 M\$. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, 10 \$ étaient souscrits par des investisseurs publics et privés.

## DISPOSITIONS

La Société a généré des liquidités de près de 5,2 M\$ en 2010, contre 2 M\$ en 2009. Ces liquidités proviennent en grande partie de la disposition d'actions de cinq placements en entreprises privées et publiques ainsi que du recouvrement de débentures, de prêts et de contributions remboursables.

Suite à une disposition payée sous forme d'actions, la Société a enregistré un nouveau placement en cours d'année. Elle a de plus radié seize placements.

## PORTEFEUILLE DE PLACEMENTS

Au 31 mars 2010, le portefeuille de la Société compte vingt-huit placements dont dix-sept dans des entreprises privées, neuf dans des entreprises cotées en bourse et deux dans des fonds privés de capital de risque. À l'exception de ces derniers, le portefeuille est constitué majoritairement de placements en entreprises privées. Le secteur des Technologies avancées appliquées présente le plus grand nombre de dossiers en portefeuille (39 %).

Tableau 1 : Portefeuille de placements de la Société selon le secteur d'activité au 31 mars 2010.

Sciences de la vie	5	3	-	8	29
Technologies avancées appliquées	8	3	-	11	39
Technologies de l'information	4	3	2	9	32
	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>2</b>	<b>28</b>	<b>100</b>

Le portefeuille de la Société est relativement bien diversifié en termes de stade de développement des entreprises. Excluant les trois entreprises en liquidation, 59 % des entreprises génèrent des revenus dont la plupart avec des bénéfices. Il demeure que la majorité des entreprises en portefeuille sont toujours dépendantes d'apports de capitaux de risque et d'autres sources de financement.

Tableau 2 : Répartition des entreprises selon le stade de développement au 31 mars 2010.\*

Sciences de la vie	-	6	0	1	1	8
Technologies avancées appliquées	1	1	3	5	1	11
Technologies de l'information	-	2	1	3	1	7
	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>4</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>26</b>

\* sont exclus : les 2 fonds de capital de risque

\*\* revenus annuels supérieurs à 1 M\$ sans bénéfices

Les investissements totaux qui ont été réalisés par la Société dans les entreprises en portefeuille varient entre 0,25 M\$ et 9,5 M\$ par entreprise. Au 31 mars 2010, l'investissement moyen de la Société est de 2 M\$ par entreprise (excluant les deux fonds d'investissement et les trois placements reçus suite à des dispositions).

Tableau 3 : Répartition du portefeuille selon la taille des investissements au 31 mars 2010.

Sciences de la vie	1	2	2	1	-	<b>6</b>
Technologies avancées appliquées	0	3	4	4	-	<b>11</b>
Technologies de l'information	0	1	3	1	1	<b>6</b>
	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>1</b>	<b>23</b>

Les sommes investies dans le portefeuille actuel par la Société totalisent 56,1 M\$. Ces investissements ont été accompagnés de financements de 406 M\$ dont 281 M\$ provenaient du secteur privé. Ainsi, pour chaque dollar investi par la Société, le secteur privé a investi 5 \$.

À la fin de l'exercice 2010, le coût du portefeuille de la Société était de 34,8 M\$. Il était constitué de placements réalisés en vaste majorité sous forme de capital-actions ordinaire et de titres convertibles puisqu'il s'agit d'outils financiers bien adaptés aux entreprises technologiques.

Tableau 4 : Répartition du coût du portefeuille selon l'outil financier au 31 mars 2010.

Capital-actions ordinaire	24 711 618	71
Titres convertibles	7 202 169	21
Titres non convertibles	2 918 077	8
	<b>34 831 864</b>	<b>100</b>

## EMPLOI

Le nombre d'employés au sein des entreprises en portefeuille a diminué de 1 % en 2010 par rapport à 2009. Selon les statistiques fournies par les entreprises elles-mêmes, on dénombrait 2 670 employés au 31 mars 2010, comparativement à 2 701 au 31 mars 2009.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

---

Fernand Labrie  
Président du conseil  
Président EndoCeutics inc.

Chantal Blouin  
Présidente-directrice générale  
CRI Centre Recyclage Informatique inc.

Chantal Brunet  
Présidente-directrice générale par intérim  
Innovatech Québec

Jean-Sébastien Lamoureux<sup>(1)</sup>  
Vice-président aux filiales  
Investissement Québec

Claude Pinault  
Sous-ministre associé  
Bureau de la Capitale Nationale

Christyne Tremblay  
Sous-ministre  
Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation

<sup>(1)</sup> a démissionné le 26 février 2010

## PERSONNEL

---

### INVESTISSEMENT

Chantal Brunet, Ph.D., M.B.A., A.S.C.  
Présidente-directrice générale par intérim

Maxime Beaupré, B.A.A., M.B.A.  
Analyste financier

Dominique Naud, B.A.A., M.B.A.  
Analyste financier

### ADMINISTRATION

Sylvie Dionne  
Technicienne comptable

Francine Drolet  
Secrétaire exécutive

## CODE D'ÉTHIQUE

---

La Société a adopté un code d'éthique et de déontologie de façon à inspirer la plus entière confiance auprès des entrepreneurs, investisseurs, partenaires, ainsi que du public en général. Ce code s'applique à l'ensemble du personnel et des administrateurs. En vertu de ce code, tout conflit potentiel doit être divulgué et des règles de conduite claires et rigoureuses sont en vigueur.

---

## ÉTATS FINANCIERS

---

AU 31 MARS 2010

### TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT DE LA DIRECTION .....	9
RAPPORT DU VÉRIFICATEUR .....	10
RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ .....	11
BILAN .....	12
FLUX DE TRÉSORERIE .....	13
NOTES COMPLÉMENTAIRES .....	14 à 23

## RAPPORT DE LA DIRECTION

---

Les états financiers de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada ainsi que des estimations et jugements importants. Les renseignements financiers divulgués dans les autres chapitres du rapport annuel d'activités correspondent en tout point à l'information contenue dans les états financiers.

Afin de s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens de la Société sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et au moment opportun, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

La Société reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent. À ce titre, le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il a approuvé les états financiers pour l'exercice terminé le 31 mars 2010.

Le Vérificateur général du Québec a procédé à la vérification des états financiers de la Société, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Son rapport expose la nature et l'étendue de sa vérification ainsi que l'expression de son opinion. Le Vérificateur général peut, sans aucune restriction, rencontrer le conseil d'administration pour discuter de tout élément qui concerne sa vérification.



Chantal Brunet  
Présidente-directrice générale par intérim



Josée Tremblay, CA  
Consultante externe

Québec, le 11 juin 2010

## RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

---

### RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Ministre des Finances

J'ai vérifié le bilan de la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches au 31 mars 2010 et l'état des résultats, du résultat étendu et du déficit cumulé ainsi que l'état des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société au 31 mars 2010, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada. Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le vérificateur général du Québec,



Renaud Lachance, FCA auditeur

Québec, le 11 juin 2010

## RÉSULTATS, RÉSULTAT ÉTENDU ET DÉFICIT CUMULÉ

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

### PRODUITS

Produits des placements	289 557 \$	497 675 \$
Intérêts sur dépôts à vue et placements temporaires	167 600	475 259
Honoraires de gestion et autres revenus	15 916	-
Gains matérialisés sur disposition de placements	1 230 688	47 564
Variation des plus-values non matérialisées	1 294 223	1 551 143
Plus-values non matérialisées sur les placements BTAA (note 5)	903 238	-
Gains sur disposition d'immobilisation	75	-
	<b>3 901 297</b>	<b>2 571 641</b>

### CHARGES

#### *Charges de fonctionnement :*

Traitements et avantages sociaux	448 499	369 410
Services professionnels et contractuels	74 138	75 886
Loyers	98 435	98 488
Publicité et promotion	747	828
Déplacements et développement des affaires	24 424	23 209
Frais de bureau	53 228	57 917
Communications	8 734	11 532
Amortissement des immobilisations corporelles	20 615	21 071
	<b>728 820</b>	<b>658 341</b>

#### *Autres charges :*

Créances douteuses	14 475	89 608
Pertes matérialisées sur disposition de placements	25 067 512	5 056 277
Perte (gain) de change net(te)	182 064	(427 842)
Moins values non matérialisées sur placements BTAA (note 5)	-	2 194 687
Variation des moins-values non matérialisées	(26 884 554)	(1 419 829)
	<b>(1 620 503)</b>	<b>5 492 901</b>
	<b>(891 683)</b>	<b>6 151 242</b>

<b>BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) ET RÉSULTAT ÉTENDU</b>	<b>4 792 980 \$</b>	<b>(3 579 601) \$</b>
--	---------------------	-----------------------

<b>DÉFICIT CUMULÉ AU DÉBUT</b>	<b>(89 754 986)</b>	<b>(86 175 385) \$</b>
--------------------------------	---------------------	------------------------

<b>DÉFICIT CUMULÉ À LA FIN</b>	<b>(84 962 006) \$</b>	<b>(89 754 986) \$</b>
--------------------------------	------------------------	------------------------

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## BILAN

AU 31 MARS 2010

	2010	2009
<b>ACTIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Encaisse	12 260 233 \$	8 627 086 \$
Créances (note 4)	70 416	52 601
Frais payés d'avance	30 587	27 611
	<b>12 361 236</b>	<b>8 707 198</b>
<b>Placements – billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (note 5)</b>	<b>5 042 114</b>	<b>4 279 094</b>
<b>Placements (notes 6 et 14)</b>	<b>24 544 060</b>	<b>24 067 533</b>
<b>Immobilisations corporelles (note 7)</b>	<b>20 930</b>	<b>24 905</b>
	<b>41 968 340 \$</b>	<b>37 078 730 \$</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>À court terme</b>		
Charges à payer et frais courus	147 250 \$	50 620 \$
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>Capital-actions (note 8 et 9)</b>	<b>126 783 096</b>	<b>126 783 096</b>
<b>Déficit cumulé</b>	<b>(84 962 006)</b>	<b>(89 754 986)</b>
	<b>41 821 090</b>	<b>37 028 110</b>
	<b>41 968 340 \$</b>	<b>37 078 730 \$</b>

**ENGAGEMENTS** (note 12)

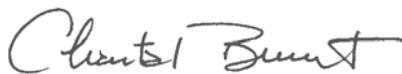
**ÉVENTUALITÉ** (note 13)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Fernand Labrie, président du conseil d'administration



Chantal Brunet, présidente-directrice générale par intérim

## FLUX DE TRÉSORERIE

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2010

### ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Bénéfice net (Perte nette)	4 792 980 \$	(3 579 601) \$
<b>Éléments sans incidence sur la trésorerie :</b>		
Intérêts capitalisés sur les placements	(80 000)	(89 959)
Gains matérialisés sur disposition de placements	(1 230 688)	(47 564)
Variation des plus-values non matérialisées	(1 294 223)	(1 551 143)
Amortissement des immobilisations corporelles	20 615	21 071
Pertes matérialisées sur disposition de placements	25 067 512	5 056 277
Perte (gain) de change	121 349	(233 218)
Provision pour perte sur placements BTAA	-	2 194 687
Plus-values non matérialisées sur placements BTAA (note 5)	(903 238)	-
Gains sur disposition d'immobilisations	(75)	
Variation des moins-values non matérialisées	(26 884 554)	(1 419 829)
	(390 322)	350 721
Variation des éléments hors caisse liés à l'exploitation (note 10)	75 739	43 331
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(314 583)</b>	<b>394 052</b>

### ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Disposition de placements BTAA	18 869	616 867
Acquisition de placements	(1 266 724)	(960 022)
Recouvrement de débiteures, prêts, contributions remboursables et avances	843 497	1 182 745
Produit de disposition de placements	4 368 653	368 110
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	75	
Acquisition d'immobilisations corporelles	(16 640)	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>3 947 730</b>	<b>1 207 700</b>

### AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	3 633 147	1 601 752
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE AU DÉBUT</b>	<b>8 627 086</b>	<b>7 025 334</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN</b>	<b>12 260 233 \$</b>	<b>8 627 086 \$</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

## NOTES COMPLÉMENTAIRES

---

AU 31 MARS 2010

### 1. CONSTITUTION ET MISSION

La Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches est une personne morale de droit public instituée en vertu du chapitre 80 des lois de 1993, et constituée en compagnie à fonds social par l'effet de la loi qui la régit, soit la Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches (L.R.Q. chapitre S-17.4). La Société a pour mission de promouvoir et de soutenir les initiatives propres à accroître la capacité d'innovation technologique sur le territoire déterminé dans sa loi constitutive et à améliorer ainsi la compétitivité et la croissance économique du Québec.

La Société se définit comme étant une société de placement, au sens de la note d'orientation 18 (NOC-18) – Société de placement du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Qualifiée d'organisme de capital de risque, la Société prend des engagements d'investissement sous forme de placements spéculatifs dans des sociétés présentant de fortes probabilités de croissance.

La Société n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu en vertu des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

Faisant suite au *Discours sur le budget 2004-2005* prononcé par le ministre des Finances du Québec le 30 mars 2004, le ministre du Développement économique et régional et de la Recherche a indiqué, le 6 avril 2004, que la Société serait transformée en société en commandite disposant d'un capital mixte public-privé. À ce jour, aucune annonce officielle n'a encore été faite quant à cette transformation.

### 2. CONVENTIONS COMPTABLES

#### Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers de la Société par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principales estimations sont relatives à l'évaluation de la juste valeur des placements. Si les circonstances ou la conjoncture économique qui sous-tendent ces estimations viennent à changer, cela pourrait modifier les jugements posés par la direction. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

#### Conversion de devises

Les éléments d'actif ou de passif monétaire sont convertis au cours de change à la date du bilan. Les autres éléments d'actif ou passif sont convertis au cours d'origine. Les produits libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les gains ou pertes de change sont inclus aux résultats.

---

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

### **Constatation des produits**

Les opérations de placement sont comptabilisées à la date de l'opération et les produits en découlant sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les produits d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice. Les gains ou pertes matérialisés sur disposition de placements sont constatés au moment où ils sont réalisés en se basant sur le coût.

### **Instruments financiers**

i) Les instruments financiers sont comptabilisés à la juste valeur à la date de transaction.

ii) Classification et évaluation ultérieure :

L'encaisse est classée à titre d'« Actifs détenus à des fins de transactions » et est évaluée à la juste valeur. Les variations de la juste valeur et les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats, le cas échéant.

Les créances sont classées dans la catégorie « Prêts et créances » et sont évaluées au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement au taux d'intérêt effectif. Les produits d'intérêts et les coûts de transaction afférents sont comptabilisés aux résultats.

Les charges à payer et frais courus sont classés dans les « Autres passifs financiers ». Ils sont évalués au coût après amortissement en utilisant la méthode de l'amortissement au taux d'intérêt effectif. Les coûts de transaction sont comptabilisés aux résultats.

iii) Juste valeur des instruments financiers :

La juste valeur représente la valeur estimative sur laquelle des parties agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence pourraient s'entendre pour échanger des instruments financiers.

La juste valeur des instruments financiers à court terme est équivalente à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée.

iv) La Société n'a classé aucun instrument financier comme actifs disponibles à la vente. Par conséquent, le résultat étendu ne diffère pas de la perte nette.

---

## 2. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

### Placements

En vertu de la NOC-18, tous les placements sont évalués à la juste valeur.

#### a) Titres de participation

La juste valeur des titres de participation cotés à une bourse reconnue est déterminée selon le cours acheteur de la bourse à la date du bilan. Lorsque les titres ne sont pas cotés à une bourse reconnue, ou lorsque exceptionnellement le cours de la bourse ne reflète pas adéquatement la juste valeur des titres, ceux-ci sont évalués selon des méthodes d'évaluation appropriées telles la référence à des transactions sans lien de dépendance ou à des offres d'achat, l'analyse de ratios portant sur des entreprises comparables ou l'actualisation des flux monétaires libres, en s'appuyant sur des observations et sur des hypothèses raisonnables et en tenant compte de tous les facteurs pouvant avoir un impact significatif sur la juste valeur. Les participations dans des fonds d'investissement sont évaluées en fonction de la juste valeur établie par leur commandité respectif.

#### b) Titres de dette

La juste valeur des prêts et avances est déterminée par l'actualisation des flux monétaires futurs à un taux reflétant le niveau de risque actuel de chacun des titres. La juste valeur ainsi déterminée s'appuie sur des hypothèses raisonnables sur les flux monétaires anticipés et sur le taux d'intérêt du marché pour des ententes ayant des conditions et des échéances similaires.

La majorité des titres détenus ne peuvent être facilement négociés dû à l'absence de marché. La juste valeur établie repose donc largement sur l'utilisation d'hypothèses et ne peut être interprétée comme la valeur de réalisation à laquelle donnerait lieu une disposition immédiate des titres.

### Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont inscrites au coût d'acquisition et amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les durées de vie utile prévue suivantes :

Améliorations locatives	4 ans
Équipement de bureau	4 ans
Équipement et matériel informatique	3 ans
Mobilier	6 ans

La Société examine régulièrement la valeur comptable de ses immobilisations corporelles en comparant la valeur comptable de celles-ci avec les flux de trésorerie futurs non actualisés qui devraient être générés par l'actif. Tout excédent de la valeur comptable sur la valeur est imputé aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée. Au 31 mars 2009 et 2010, aucune perte de valeur n'a été constatée.

### 3. NOUVELLES CONVENTIONS COMPTABLES ADOPTÉES

#### Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers

Le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) a publié le CPN-173 intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers ». Selon ce CPN, le risque de crédit propre à l'entité et le risque de crédit de la contrepartie doivent être pris en compte dans la détermination de la juste valeur des passifs financiers et des actifs financiers, y compris les instruments dérivés. L'adoption de ce CPN n'a eu aucune incidence significative sur l'évaluation des actifs et passifs financiers de la Société.

#### Instrument financiers – Informations à fournir

En juin 2009, l'Institut Canadien des Comptables Agréés « ICCA » a modifié le chapitre 3862 « Instruments financiers – Information à fournir ». Ces modifications requièrent le classement des évaluations à la juste valeur selon une hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser ces évaluations. En outre, les modifications prévoient des informations additionnelles à fournir sur la nature et l'ampleur du risque de liquidité qui se rattache aux instruments financiers auxquels l'entité est exposée. Ces modifications n'affectent pas la façon dont la Société détermine la juste valeur des instruments financiers, mais exigent une divulgation accrue. Puisque les modifications ne concernent que les exigences de divulgation, elles n'ont pas eu d'incidence sur les résultats ou la situation financière de la Société.

L'information est donc présentée à la note 14e).

Le tableau ci-dessous classe les évaluations à la juste valeur des actifs et des passifs selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

- Niveau 1 : Prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.
- Niveau 2 : Données observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).
- Niveau 3 : Données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

### 4. CRÉANCES

Intérêts à recevoir sur les placements incluant une provision pour créances douteuses de 14 475 \$ (89 608 \$ en 2009)	<b>33 551 \$</b>	49 912 \$
Autres recevables	<b>36 865</b>	2 589
	<b>70 416 \$</b>	52 501 \$

---

## 5. PLACEMENTS – Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)

Depuis le mois de juillet 2007, la Société détient des placements dans le marché canadien du papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non garantis par des banques.

Le 23 décembre 2007, le Comité pancanadien des investisseurs a approuvé une proposition d'entente visant à restructurer les séries liées au PCAA émis par 20 fiducies.

Le 25 avril 2008, les détenteurs de PCAA ont voté en faveur du plan de restructuration. La mise en oeuvre de celui-ci a été finalisée le 21 janvier 2009.

Conformément au plan de restructuration, le PCAA concerné a été remplacé par de nouveaux billets à taux variable à plus long terme assortis d'échéances conçus pour correspondre davantage aux échéances des actifs sous-jacents. Ces nouveaux billets sont désignés BTAA. Le plan prévoyait aussi, dans certains cas, le regroupement de certains actifs de même que la création de nouvelles facilités de financement de marge pour soutenir tout appel de garantie qui pourrait se produire.

Les séries du BTAA concerné ont été regroupées dans des véhicules d'actifs cadres nouvellement formés (VAC1, VAC2 et VAC3). La Société a choisi d'adhérer au VAC2 et n'est sujet à aucun appel de marge pouvant survenir dans le futur.

Le 21 janvier 2009, à la suite de la restructuration du PCAA, la Société a reçu des billets de VAC2 dont la valeur nominale totale s'établit à 6 451 710 \$ en date du 31 mars 2010.

La Société a reçu une combinaison de billets de catégories A-1, A-2, B et C assortis d'une échéance prévue au plus tard en juillet 2056. Toutefois, il est estimé que la majorité de ces billets soient remboursés en 2016. De plus, la Société a reçu un billet de catégorie 13 dont les actifs sous-jacents ont été inadmissibles au plan de restructuration et ont une échéance en mars 2014.

Une séquence de subordination est imbriquée dans les billets : les billets C sont subordonnés aux billets B, les billets B le sont aux billets A-2 et les billets A-2 le sont aux billets A-1. Cette structure en cascade vise à ce que les tranches subordonnées absorbent les premières pertes de façon à immuniser les tranches supérieures. En raison de la structure en cascade, ce sont les billets C et B qui absorbent les plus grandes baisses de valeur. En décembre 2008, DBRS a émis la cote A aux billets A-1 et A-2, mais n'a pas fourni de notation de crédit pour les billets B, C et 13. En août 2009, DBRS a révisé la cote des billets A-2, la faisant passer de A à BBB (Low).

Étant donné qu'il n'y a pas de marché actif pour les titres de BTAA, la Société a déterminé, conformément aux directives de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, les justes valeurs au moyen de techniques d'évaluation basées sur des hypothèses découlant de l'information disponible au 31 mars 2010.

La Société est d'avis que l'estimation des justes valeurs comptabilisées est raisonnable et s'avère la plus appropriée au 31 mars 2010. Néanmoins, ces justes valeurs sont établies en fonction de l'information disponible à ce jour, de l'appréciation par la Société de la conjoncture des marchés financiers et d'hypothèses et probabilités. En conséquence, les justes valeurs présentées peuvent varier de façon importante au cours des périodes ultérieures. Les changements possibles qui pourraient avoir une incidence importante sur la valeur future du BTAA comprennent des changements à la valeur des actifs sous-jacents, l'évolution de la liquidité du marché du BTAA et les impacts du ralentissement économique sévère et prolongé.

## 5. PLACEMENTS – Billets à terme adossés à des actifs (BTAA) (suite)

### BTAA soumis au plan de restructuration

Billet A-1	5 781 587 \$	1 651 818 \$	4 129 769 \$	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	A
Billet A-2	293 525	124 656	168 869	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	BBB(Low)
Billet B	53 283	32 903	20 380	15 juillet 2056	AB - 0,5 %	-
Billet C	190 114	190 114	-	15 juillet 2056	AB + 20 %	-
Billet AI 13	163 201	98 569	34 632	20 mars 2014	AB + 11 %	-
	6 451 710 \$	2 098 060 \$	4 353 650 \$			

### BTAA exclus du plan de restructuration

Superior Trust	1 075 725 \$	387 261 \$	688 464 \$	28 septembre 2016	AB +0,35 %	A(Low)
<b>TOTAL</b>	<b>7 527 435 \$</b>	<b>2 485 321 \$</b>	<b>5 042 114 \$</b>			

\* AB : Acceptation bancaire

## 6. PLACEMENTS

Actions ordinaires						
sociétés privées			<b>4 602 557 \$</b>			6 133 525 \$
sociétés publiques			<b>11 068 902</b>			6 340 651
Titres convertibles en actions ordinaires						
Actions privilégiées			<b>4 557 950</b>			5 662 710
Débentures et prêts (note 14b)						
échéant de 2010 à 2011			<b>550 000</b>			1 072 500
Titres non convertibles						
Actions privilégiées			<b>2 543 326</b>			2 543 326
Débentures et prêts (note 14b)						
échéant de 2010 à 2013			<b>965 705</b>			1 787 545
Contributions remboursables (note 14b)						
échéant en 2011			<b>255 620</b>			527 276
			<b>24 544 060 \$</b>			24 067 533 \$

Les intérêts capitalisés au cours de l'exercice s'élèvent à un montant de 80 000 \$ (2009: 89 959 \$).

## 7. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Coût	Amortissement cumulé	Net	Net
Améliorations locatives	55 703 \$	50 333 \$	5 370 \$	19 295 \$
Équipement de bureau	15 960	15 347	613	499
Équipement et matériel informatique	81 868	67 270	14 598	4 294
Mobilier	135 791	135 442	349	817
	<b>289 322 \$</b>	<b>268 392 \$</b>	<b>20 930 \$</b>	<b>24 905 \$</b>

## 8. CAPITAL-ACTIONS

La Loi sur la Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches a notamment pour objet de permettre à la Société de continuer son existence et d'être dotée d'un fonds social autorisé de 150 000 000 \$, lequel est divisé en 1 500 000 actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune.

Toutes les actions du fonds social de la Société font partie du domaine de l'État et sont attribuées au ministre des Finances. Au cours de l'exercice se terminant le 31 mars 2010, aucune nouvelle action n'a été émise.

### Autorisé :

1 500 000 actions ordinaires d'une valeur nominale  
de 100 \$ chacune

### Émis et payé :

1 267 830 actions ordinaires	<b>126 783 096 \$</b>	126 783 096 \$
------------------------------	-----------------------	----------------

## 9. GESTION DU CAPITAL

La Société gère son capital, lequel est composé des capitaux propres, de manière à s'assurer que celui-ci soit suffisant pour son fonctionnement et pour permettre de réaliser ses actifs tout en maximisant le rendement pour son actionnaire unique, le gouvernement du Québec.

La Société structure son capital en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et n'est soumis à aucune exigence imposée par des autorités réglementaires concernant son capital autre que celle décrite à la note 8.

## 10. VARIATION DES ÉLÉMENTS HORS CAISSE LIÉS À L'EXPLOITATION

Créances	<b>(17 915) \$</b>	81 797 \$
Frais payés d'avance	<b>(2 976)</b>	(5 901)
Charges à payer et frais courus	<b>96 630</b>	(32 565)
	<b>75 739 \$</b>	43 331 \$

## 11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers qui sont mesurées à la valeur d'échange, la Société est apparentée avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. La Société n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

## 12. ENGAGEMENTS

Au 31 mars 2010, les engagements de la Société relatifs au soutien financier des initiatives s'élevaient à 415 257 \$ (274 431 \$ au 31 mars 2009).

Les engagements relatifs au soutien financier des initiatives représentent les investissements autorisés par le conseil d'administration de la Société qui n'avaient pas été déboursés au 31 mars 2010. Suivant certains événements, ces montants pourraient ne pas être versés.

## 13. ÉVENTUALITÉ

En juin 2006, une poursuite fut déposée contre la Société. Cette requête visait principalement le paiement de dommages-intérêts pour une somme maximale de 930 000 \$. Au 31 mars 2010, ce dossier a été réglé et la Société n'a dû verser aucune somme.

## 14. INSTRUMENTS FINANCIERS

### a) Gestion des risques liés aux instruments financiers

La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

## 14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

### b) Risques de crédit et de fluctuation de prix

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale de l'entité au risque de crédit.

Le risque de crédit provient de la possibilité que la contrepartie à l'opération ne respecte pas ses engagements et le risque de fluctuation des prix est lié à la fluctuation de la valeur du titre détenu. La Société investit dans des sociétés qui occupent une position concurrentielle prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Elle est toutefois exposée aux conditions économiques affectant les secteurs dans lesquels elle exerce ses activités.

Au 31 mars 2010, la concentration des investissements se répartit ainsi :

Sciences de la vie	15 %	18 %
Technologies avancées appliquées	37 %	42 %
Technologies de l'information	41 %	31 %
Autres fonds de capital de risque	6 %	9 %

La concentration la plus significative pour un même placement est de 25 % de la juste valeur des placements totaux (17 % au 31 mars 2009).

Les instruments financiers qui pourraient affecter la Société à une concentration de crédit et une fluctuation de prix se composent principalement de l'encaisse, des créances et des placements. L'encaisse est détenue dans une institution financière de premier ordre. Par conséquent, la direction estime que le risque de crédit lié à l'encaisse est minime. Les créances et les placements sont relatifs à des entreprises ayant fait l'objet d'une analyse approfondie lors de l'investissement initial. Par la suite, l'évolution des entreprises est analysée sur une base régulière et un suivi est effectué lorsque nécessaire. La direction ne croit pas être exposée à des risques de crédit et de fluctuation de prix supérieurs à la moyenne de son secteur d'activités.

### c) Risque de taux d'intérêt

Les taux d'intérêt sur les placements et le risque auquel la Société est exposée à l'égard des taux d'intérêt sont résumés dans le tableau qui suit :

Débentures et prêts convertibles en actions ordinaires			
échéant de 2010 à 2012	-	\$ 550 000 \$	550 000 \$
Débentures et prêts non convertibles en actions ordinaires			
échéant de 2011 à 2013	-	965 705	965 705
Contributions remboursables			
échéant en 2011	255 620	-	255 620
	255 620 \$	1 515 705 \$	1 771 325 \$

\* Les taux d'intérêts varient de 10 % à 15 %

#### 14. INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Les taux d'intérêts sur les débetures et les prêts correspondent aux taux en vigueur sur le marché. Leur juste valeur marchande correspond à leur coût amorti. En assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une fluctuation à la hausse ou à la baisse de 1 % du taux d'intérêt sur une base annuelle résulterait en une diminution de la juste valeur marchande des débetures et des prêts de 22 564 \$ et une augmentation de 23 556 \$.

##### d) Risque de devises

La Société a investi certaines sommes en devises, soit le dollar US. Par conséquent, certains éléments d'actifs sont exposés aux fluctuations de taux de change. Au 31 mars 2010, l'actif net libellé en dollars US et converti en dollars canadiens représente 5 316 913 \$ (5 231 099 \$ au 31 mars 2009). La Société n'utilise aucun instrument pour gérer les risques de fluctuation du taux de change.

En considérant les données citées ci-haut au 31 mars 2010 et en assumant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % de la devise canadienne par rapport à la devise américaine résulterait en une diminution ou une augmentation de la perte nette de l'ordre de 265 846 \$ (2009 : 252 187\$) relativement au risque de devise basé sur le dollar américain.

##### e) Hiérarchie de l'évaluation de la juste valeur

Le tableau suivant présente la hiérarchie des évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon leur niveau au 31 mars 2010.

	31 mars 2010	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Encaisse	12 260 233 \$	12 260 233 \$	- \$	- \$
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	5 042 114	-	-	5 042 114
Placements	24 544 060	11 068 899	-	13 475 161

Le tableau suivant présente l'évolution des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et évalués selon le niveau 3.

	Solde d'ouverture	Total des gains (pertes) comptabilisés en résultats	Achat	Vente	Solde de clôture
Billets à terme adossés à des actifs (BTAA)	4 279 094 \$	781 889 \$	- \$	(18 869) \$	5 042 114 \$
Placements	17 254 379	(1 903 450)	1 266 724	(3 142 492)	13 475 161

## LISTE DES PLACEMENTS AU 31 MARS 2010

---

### SCIENCES DE LA VIE

Ambrilia Biopharma inc. <sup>(1)</sup>  
Asmacure inc.  
Atrium Innovations inc. <sup>(1)</sup>  
Biotanika Santé inc. <sup>(2)</sup>  
Groupe Pec-Nord inc.  
Innatis Pharma AB  
Lab\_Bell inc.  
Medicago inc. <sup>(1)</sup>

### TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION

ESM International inc.  
Harfan Technologies inc. <sup>(2)</sup>  
Korem inc.  
Logiciels Dynagram inc.  
Nstein Technologies inc. <sup>(1)</sup>  
Solutions Extenway inc. <sup>(1)</sup>  
Wanted Technologies inc. <sup>(1)</sup>

<sup>(1)</sup> *Entreprise publique*

<sup>(2)</sup> *Entreprise en liquidation*

### TECHNOLOGIES AVANCÉES APPLIQUÉES

Domosys inc. <sup>(2)</sup>  
Gentec Électro-Optique inc.  
Groupe CorActive inc.  
H2O Innovation inc. <sup>(1)</sup>  
Leddartech inc.  
LYRtech inc. <sup>(1)</sup>  
Optosecurity inc.  
Premier Tech Ltée  
SiliCycle inc.  
TS03 inc. <sup>(1)</sup>  
Usital Canada inc.

### FONDS D'INVESTISSEMENT

Fonds Entrepia Nord, S.E.C.  
VIMAC Early Stage Fund L.P.

## SOCIÉTÉ INNOVATECH QUÉBEC ET CHAUDIÈRE-APPALACHES

---

### RENSEIGNEMENTS

925, Grande Allée Ouest, Suite 120  
Québec (Québec) G1S 1C1

Téléphone : (418) 528-9770  
Sans frais : 1-866-605-1676  
Télécopieur : (418) 528-9783  
info@innovatechquebec.com

La version électronique du rapport annuel est disponible sur le site *Web* de la Société à [www.innovatechquebec.com](http://www.innovatechquebec.com) .

Rapport annuel 2009-2010

Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2010

ISBN : 978-2-550-59878-7

Imprimé au Québec